

A l'attention de M. Bottero

Direction départementale des Territoires
Service Protection des risques
2 rue des Pâtis
58000 Nevers

Objet : avis projet de stratégie locale de gestion du risque inondation

Affaire suivie par : G. Anglio

Sermoise/Loire le 16/06/2016

Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-après notre avis suite à l'examen du projet de stratégie locale de gestion du risque inondation-secteur Nevers que vous nous avez transmis en référence à l'article R.566-15 du code de l'environnement, avant sa transmission à la DREAL.

Préambule:

Les remarques de l'Onema sur la « stratégie locale de gestion du risque inondation » ne portent que sur les aspects « prévention des inondations » abordés par le document proposé pour avis.

(OBJECTIF N°1 : PRÉSERVER LES CAPACITÉS D'ÉCOULEMENT DES CRUES AINSI QUE LES ZONES D'EXPANSION DES CRUES)

Avis:

Nous partageons l'affirmation selon laquelle « *Les parties inondables non urbanisées ou peu urbanisées constituent des zones d'expansion des crues (...) pour stocker des volumes d'eau conséquents* »

Ces zones doivent d'ailleurs faire l'objet d'une « *identification dans le zonage réglementaire pour y interdire toute construction sauf exceptions très limitées* »

Le Schéma mentionne également l'intérêt de l'entretien du cours d'eau actuellement mis en œuvre par les services de l'État, en substitution d'usages traditionnels qui permettaient de freiner les dynamiques de végétation.

Ce développement spontané de végétations en lit mineur génère en effet des conséquences complexes du point de vue du risque lié aux crues :

- Bénéfiques en freinant la vitesse d'écoulement des eaux et permettant le dépôt d'alluvion, ce qui contribue via le rehaussement induit du lit, à étendre le champ d'expansion des crues et limiter sa vitesse de sa propagation.
- Problématiques parfois, lorsque « l'encombrement » du lit par une végétation stabilisée, peut au contraire concentrer les flux sur certains chenaux, rendre plus difficile la mobilisation de sédiments et provoquer par exemple des embâcles sur les ouvrages.

Ainsi, la prévention des risques identifie les secteurs servant de zone d'expansion, dont l'existence est notamment traduite dans les documents d'urbanisme en tant que zones ne pouvant être urbanisées.

Nous souhaitons néanmoins attirer l'attention de votre service sur des points que la stratégie aurait pu mentionner avec plus de détails, ou qu'elle pourrait à terme évoquer lors d'une éventuelle révision.

La nature des sols dévolus au rôle d'expansion des crues reprise dans les documents d'urbanisme comme **"ne pouvant être urbanisés"** relève de fait, d'espaces à **vocation agricole**.

Or, force est de constater que les pratiques agricoles actuelles sur l'axe Loire-Allier évoluent au profit de cultures en lieu et place de prairies et pâtures (à l'aide du drainage des parcelles par exemple).

Par ailleurs, la proximité, voire la coexistence de zones à vocation naturelles (N2000) avec les zones soumises aux aléas inondation est évoquée dans le document.

Par ailleurs, le système de prairies concerné pour partie par le dispositif européen de protection du milieu naturel (N2000- 2ème pilier PAC au titre de la protection d'habitats naturels ou d'habitats d'espèces) concourt à la pérennité de pratiques agricoles plus favorables à la prévention du risque inondation que ne le font les systèmes dits « de grande culture »

(http://www.zones-humides.eaufrance.fr/sites/default/files/file/Les_zones_humides_64p.pdf)

Dans ces systèmes plus artificialisés, les anciens chenaux sont modifiés, la fonctionnalité des zones humides perturbée; accessoirement la structure même de ces prairies (a fortiori les prairies hygrophiles ou humides) en comparaison avec celle d'une culture céréalière est l'objet d'interactions spécifiques. Pour les prairies, la relation avec le milieu environnant (nappe d'accompagnement, interception des pluies...) contribue à un étalement des flux hydriques que les systèmes de culture permettent moins efficacement.

A contrario, le phénomène des crues qui bénéficie en termes de fertilisation sur les prairies, est handicapant en zone de culture (érosion du sol, perte de surface foncière...); raison pour laquelle la perception dans ce type de système agricole de l'intérêt d'une mobilité du cours d'eau est contesté par l'exploitant

Ainsi, la contribution du pâturage et plus largement des systèmes herbagers extensifs (évoquée très succinctement par le document), constitue-t-elle selon nous un outil effectif (parmi d'autres) susceptible d'améliorer efficacement à la prévention de certains des effets délétères des crues.

Cette activité, participe ainsi à la gestion des dynamiques de végétation, mais aussi contribue indirectement à celle des mécanismes hydro-morphologiques mis en œuvre par les sédiments véhiculés par les cours d'eau.

Accessoirement, cette activité économique envisagée à des échelles locales (protection d'un ouvrage) ou plus large (système pastoral en lit majeur) concourt à l'atteinte des objectifs visés par les protections édictées dans le cadre de la directive européenne Habitat-Faune-Flore qui pâissent tant des transformations des prairies en culture, que de l'homogénéisation des habitats naturels du fait d'abandon ou du rétrécissement des surfaces exploitées par l'élevage.

Conclusion de l'avis:

Nous ne pouvons donc que plaider, et même si cela dépasse le cadre du présent « projet de stratégie locale de gestion du risque inondation », pour une meilleure prise en compte par l'État, l'Agence de l'Eau, mais aussi les collectivités (au travers de leur responsabilité en matière de gestion des espaces), pour une meilleure prise en compte de la complémentarité des usages et enjeux.

Cette complémentarité pourrait par exemple s'envisager au travers des financements déployés au profit du développement agricole, de la préservation des espèces et habitats, et de la prévention des inondations, jusqu'à présent très compartimentés.